

Association « Citoyens ça nous regarde » - Ploërmel

Lettre ouverte: projet d'extension de fermes industrielles sur le Pays de Ploërmel

Nous exprimons notre désaccord avec les projets d'extension de fermes industrielles, notamment à Néant sur Yvel (exploitation avicole), et à Tréhorentec, (exploitation porcine)

Ces projets sont en **contradiction avec les objectifs du Plan Climat Air Eau sur le Territoire,(P.C.A.E.T)** présenté publiquement par nos élus récemment à Ploërmel,

Ils présentent selon nous, les risques suivants :

Une pollution de l'air augmentée et une insécurité de circulation aggravée.

- accentuation de la circulation de camions et d'engins agricoles sur nos routes.
- production dédiée à des circuits longs de distribution impliquant des kilométrages importants pour le transport par camions,.
- transport des animaux dans des conditions irrespectueuses du vivant, et de la vie animale.

Alors qu'il est urgent de limiter au maximum la pollution de l'air, de favoriser les circuits courts de distribution,

Une augmentation conséquente de la consommation d'eau

- aggravation de la sur-consommation d'eau par l'agriculture industrielle, dominante dans notre région, alors que les nappes phréatiques y sont peu nombreuses et vite épuisées,
- contradiction avec le P.C.A.E.T. qui préconise **les économies d'eau en ces temps de sécheresse prolongés** dues aux modifications du climat.

Une multiplication et une concentration des déjections animales

- accroissement des nuisances en odeurs pour les hameaux proches.
- le traitement par compostage est certes intéressant à Néant sur Yvel mais les surfaces d'épandage disponibles dans le secteur sont déjà saturées
- ce compost sera-t-il aussi transporté sur de longues distances ?

Une dépendance accrue des agriculteurs par rapport au système bancaire et aux entreprises multinationales de l'agroalimentaire,

- par la fourniture d'intrants (aliments non locaux, pesticides...)
- par un fort endettement
- par la perte de maîtrise dans la conduite de l'élevage et dans la fixation du prix de vente, ce qui accroît la fragilité des exploitations, en cas de problème, quel qu'il soit.

Des dépenses publiques sont attribuées par la Région sur ce type de projets d'agro-industrie mal comprises

Plus de 20 projets de fermes industrielles de ce type sont en cours d'étude en Bretagne, alors qu'il est urgent de revenir à un mode d'élevage sur des fermes de taille raisonnable, avec des animaux qui profitent du plein air et de l'espace, et un temps suffisant pour leur confort de croissance en faisant le pari du soutien d'emplois porteurs de sens, et aussi de la qualité plutôt que de la quantité. Nous interrogeons donc la cohérence politique de nos élus régionaux à ce sujet.

Plus largement nous nous demandons qui encourage ces agrandissements ? Pourquoi ? A qui cela profite-t-il réellement, sinon à quelques-uns seulement, alors que notre Région détient le triste record du nombre de suicide d'agriculteurs ? Plutôt que de tels projets qui créent peu d'emplois, et présentent de nombreux risques, nous appelons les citoyens et les pouvoirs publics à soutenir des projets à taille humaine, qui évitent l'endettement lourd et prolongé, soutiennent les circuits courts, réduisent notre empreinte écologique et nos rejets de gaz à effet de serre, afin de limiter les dégâts au niveau du climat, et qui respectent davantage les animaux.

Nous sommes prêts à soutenir les agriculteurs désireux de sortir de ce système et de passer à l'élevage biologique et à la permaculture.

Nous demandons aussi à nos élus de faire en sorte que désormais tout projet ayant un impact significatif sur nos territoires soit **concerté largement en amont avec les citoyens, dans des dispositifs de démocratie locale à créer ensemble, en le passant au crible du «Bien commun», avant de pouvoir se réaliser, et bénéficier de fonds publics.** La procédure des enquêtes publiques, bien qu'un premier pas, nous semble encore très insuffisante à ce sujet.

Contact : ccnr56@orange.fr